



Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières

MARCHÉ n°

**Acquisition et prestations associées d'un système
d'enregistrement de l'activité des cellules multi-
electrode-array**

**UMR NutriNeuro du Centre INRAE de
Nouvelle-Aquitaine Bordeaux**

Marché à procédure adaptée - MAPA

Pouvoir Adjudicateur : INRAE, Centre de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux

71 avenue Edouard Bourlaux

33140 VILLENAVE-D'ORNON CEDEX

N° SIRET 180 070 039 01274

Le Titulaire

Je soussigné (nom, prénoms) :

Agissant pour le compte de :

Forme juridique :

Capital social :

Adresse du siège social :

Tél. :

Immatriculation à l'INSEE

n° d'identité d'établissement (SIRET) :

code d'activité économique principale (APE) :

n° d'inscription au registre du commerce de : RCS :

après avoir pris connaissance des dispositions du présent document, des documents qui y sont mentionnés et après avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales en vigueur,

m'engage sans réserve, conformément aux stipulations du présent document et des documents qui y sont mentionnés, à exécuter dans les conditions fixées par lesdits documents les prestations désignées en objet du présent acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières.

L'offre, ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans le délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des plis ou de la date de signature de l'offre finale s'il y a négociation.

Fait à le¹

Le titulaire²

☐ accepte de percevoir l'avance prévue à l'article 8 du présent document.

☐ refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 8 du présent document.

INRAE, Nouvelle-Aquitaine Bordeaux, UMR NutriNeuro - 1286

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Directrice de l'unité

¹ Signature et cachet commercial du titulaire avec mention des nom et qualité du signataire

² Rayer la mention inutile

1.	OBJET	4
2.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
3.	CONTENU DES PRESTATIONS	4
4.	DURÉE DU MARCHÉ	4
5.	LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	4
6.	VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS.....	5
6.1	Délais de base	5
6.2	Prolongation des délais.....	5
6.3	Stockage, emballage, transport	5
6.4	Conditions de livraison.....	6
6.5	Vérification - admission	6
7.	ZONES À REGIME RESTRICTIF (ZRR).....	7
8.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS	7
8.1	Prix du marché.....	7
8.2	Echéancier de paiement	8
8.3	Modalités de paiement.....	8
9.	AVANCE.....	9
10.	PÉNALITÉS DE RETARD.....	9
11.	CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE.....	9
12.	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	9
12.1	Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants	9
12.1.1	Conformité au RGI	10
12.1.2	Conformité au RGAA	10
12.1.3	Conformité au RGS.....	10
12.1.4	Conformité à la PSSIE.....	10
12.1.5	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD	11
12.2	Engagement du titulaire	11
12.2.1	Obligation de sécurisation des données.....	11
12.2.2	Sécurisation des prestations et du Système d'Information.....	12
12.2.3	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle	12
13.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
14.	GARANTIE	13
15.	LITIGES	13
16.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

1. OBJET

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un système d'enregistrement de l'activité des cellules multi-electrode-array dans un incubateur de culture cellulaire et les prestations associées (installation, mise en service, formation et garantie de l'appareil).

TYPE DE PROCÉDURE

La procédure est passée selon des modalités librement fixées par le pouvoir adjudicateur en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique et des articles R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent acte d'engagement (AE) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Un devis détaillé valant décomposition du prix global et forfaitaire qui sera annexé à l'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-FCS ;

3. CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché concernent l'acquisition et prestations associées (installation, mise en service, formation et garanties) d'un système d'enregistrement de l'activité des cellules multi-electrode-array dans un incubateur de culture cellulaire. Le détail des prestations est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au DCE.

4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de la date de l'accusé de réception de la notification, sauf ordre de service contraire, et jusqu'à l'admission du matériel.

5. LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La livraison des fournitures et l'exécution des prestations associées se feront à l'adresse suivante :

Lieu de livraison et d'exécution des prestations :

INRAE – UMR NutriNeuro – 1286,
Université de Bordeaux, UMR Pharmacie 2ieme tranche, 2ieme étage
146 rue Léo Saignat
33076 Bordeaux Cedex

6. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS

6.1 Délais de base

Le délai de livraison maximal sera de 3 mois à compter de l'accusé de réception (AR) de la notification du marché.

Le délai d'installation, de mise en service et de réalisation de la formation : est de maximum **1 mois** à compter de la livraison.

Le délai de garantie : la garantie d'un an est étendue de **2 ans** (pièces et main d'œuvre, frais de transport, déplacement inclus) dont le point de départ est le Procès-verbal d'admission.

Le délai de remise de la documentation technique : à la remise des offres ou au plus tard à la date de mise en service.

6.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-FCS. Lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13.3, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

6.3 Stockage, emballage, transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG/FCS

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

6.4 Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG/FCS

En tout état de cause, au minimum **8 (huit) jours ouvrés avant la livraison**, le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur, afin de convenir d'un horaire de livraison.

Contact :

Monsieur Jean-Christophe Delpech

Tel : +33623128532

jean-christophe.delpech@inrae.fr

Le titulaire prévoit le personnel et le matériel suffisants pour assurer le transport et les opérations de manutention lors du déchargement jusqu'à l'emplacement indiqué par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la réception de la livraison.

Les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Des contrôles sont effectués au moment de la livraison, après déchargement, par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de sa prise en charge en présence du livreur.

Ils consistent à contrôler la conformité la réalité de la livraison par rapport au bon de livraison, et, le cas échéant, au document de transport, pour détecter les avaries, les manquants ou les excédents.

En cas de manquants, d'excédents ou d'avaries ou de refus du livreur de procéder à un constat contradictoire notamment, la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la prise en charge de la livraison appose toutes observations utiles sur le bon de livraison, et, le cas échéant, le document de transport et signe en indiquant de manière lisible son nom et sa fonction. Le livreur signe également ces documents en indiquant de manière lisible son nom. Un exemplaire de ces documents est remis au réceptionnaire.

En cas de livraison par transporteur, et, ce, en application des dispositions d'ordre public de l'article L133-3 du Code du commerce, ces observations sont alors confirmées dans les 3 (trois) jours, non compris les jours fériés, au transporteur, par courrier écrit en recommandé avec accusé de réception postal. Une copie de ce courrier et son avis de réception postal sont adressés, après retour de ce dernier sans délai au titulaire.

Par ailleurs **un procès-verbal de livraison sera présenté par la personne représentant INRAE qui réceptionne le matériel au livreur, pour signature. Ce PV déclenchera le 1^{er} paiement (voir article 9.2-Echéancier de paiement)**

La signature du bon de livraison et, le cas échéant, le bon de transport par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la prise en charge de la livraison ne préjuge en rien de l'admission des prestations.

6.5 Vérification - admission

Le matériel livré sera installé par un représentant de la société du fournisseur en présence d'une ou plusieurs personnes de l'UMR NutriNeuro-1286

La bonne mise en service et le bon fonctionnement de l'appareil seront vérifiés sur site par le fournisseur en présence d'une ou plusieurs personnes de l'UMR NutriNeuro-1286. Elle concernera les spécifications fournisseurs.

A la mise en service du matériel, le titulaire vérifiera le bon fonctionnement du matériel en présence d'une ou plusieurs personnes d'INRAE (vérification d'aptitude), **un procès-verbal de mise en service du matériel sera établi et signé par INRAE.**

Après la mise en service du matériel, les opérations de vérification du fonctionnement en service régulier du matériel pourront débuter. **La vérification d'aptitude au fonctionnement suppose son utilisation pendant une période d'un (1) mois. La vérification d'aptitude au fonctionnement s'effectuera dans le mois suivant la mise en service (phase de test) à compter de la signature du procès-verbal de mise en service du matériel.**

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, INRAE notifiera sa décision d'admission ou de rejet (total ou partiel) du matériel au titulaire à l'issue de ce délai.

A défaut, le matériel est réputé être admis par INRAE. Les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés. **Un PV d'admission sera signé par INRAE et le Titulaire du marché. Ce PV déclenchera le solde du paiement (voir article 9.2-Echéancier de paiement).**

En cas de rejet partiel, les deux parties s'entendront pour fixer le délai d'intervention laissé au titulaire et le délai de vérification laissé à INRAE ou le montant des réfections correspondantes.

7. ZONES À RÉGIME RESTRICTIF (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

8. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

8.1 Prix du marché

Ce marché est conclu à prix ferme et définitif.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire tel qu'il résulte du devis détaillé valant décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

Ce prix comprend toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, l'installation, la mise en service du matériel, la formation et l'extension de deux ans de garanties.

Le prix maximum forfaitaire ferme et définitif des prestations est de :

- Montant hors taxes :€ HT.
- Taxe sur la valeur ajoutée : taux de TVA plein de 20%
- Montant de la taxe sur la valeur ajoutée :
- Montant toutes taxes comprises :€ TTC.

La décomposition de ce prix figure sur le devis détaillé dont une copie est annexée aux présentes.

8.2 Echancier de paiement

Les prestations feront l'objet de deux paiements devant intervenir aux échéances suivantes :

- 30% à la livraison du matériel ; première facture,
- 70% à l'admission du matériel ; deuxième facture.

8.3 Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échancier prévu à l'article 9.2 du présent document.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

L'agent Comptable assignataire des paiements est Madame l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux.

Afin de mettre en ligne les factures, le n° de SIRET du centre INRAE de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux est le : 180 070 039 01274.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire (**joindre obligatoirement un RIB**).

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

9. AVANCE

Le titulaire peut bénéficier d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire par l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché et 10% pour les PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant minimum du marché. La fin du remboursement de l'avance est simplifiée, elle interviendra de manière échelonnée en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire (R.2191-12 abrogé pour les marchés ordinaires et R.2191-19).

10. PÉNALITES DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

L'application ou la non-application de ces pénalités est laissée à l'appréciation d'INRAE.

11. CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INSERTION SOCIALE

Description du process de recyclage de l'équipement et des consommables en fin de vie mis en place par le fournisseur

- La composition des composantes souhaitée doit être la plus écologique possible limitant le plastique au possible est un emballage et transport non polluant.
- Le système doit être entièrement réparable afin d'étendre sa durée de vie et incluant un programme de recyclage du matériel en fin de vie à la charge de l'entreprise.

12. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

12.1 Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

12.1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

12.1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

12.1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

12.1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

12.1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees.>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

12.2 Engagement du titulaire

12.2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,

- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

12.2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

12.2.3 Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sans objet.

14. GARANTIE

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, la garantie est fixée à **3 ans** à compter de la date du Procès-Verbal de décision d'admission du matériel et des prestations associés.

Cette garantie de trois (3) ans correspond à un (1) an de garantie constructeur (pièces, main d'œuvre, frais de transport, déplacement inclus) et une extension de garantie de deux (2) ans sans frais

15. LITIGES

En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur apportera une réponse par écrit à la sollicitation du titulaire. Si le différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché persiste, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

Tribunal administratif de Bordeaux :

9 Rue Tastet

CS 21490

33063 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05.56.99.38.00

Télécopie : 05.56.24.39.03

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

URL : <http://bordeaux.tribunal-administratif.fr/>

16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.5 du présent marché déroge à l'article 30 du CCAG-FCS.

Etabli à Villenave-d'Ornon le 14 octobre 2025